

thinkeducation & recherche! news tank[©]

5^E ÉDITION
4 FÉVRIER 2020

Expérimenter
pour innover : l'ESR
invente son futur

L'expérimentation
au cœur de l'ESR p. 4

Collectivités et ESR :
la collaboration
pour le territoire p. 6

Le regard
d'Anne-Sophie Barthez p. 18

news tank
higher ed & research

édito



Gilbert Azoulay, Théo Haberbusch, Thierry de Teneuille, *directeurs associés News Tank higher ed and research*

De Think 2020 à la crise du coronavirus : des enjeux plus que jamais d'actualité

C'était le 04/02/2020 et il semble que c'était un autre temps, presque un autre monde, celui d'avant le confinement. Think Education et Recherche réunissait plus de 1 000 participants à l'ICP pour échanger et débattre sur le thème « Expérimenter pour innover : l'ESR invente son futur ».

Un futur qui, dans les thèmes des débats et ateliers, n'évoquait pas l'hypothèse d'établissements fermés et d'un monde qui se mettrait à l'arrêt, comme nous le vivons depuis quelques semaines.

À l'heure de publier le dossier de synthèse de Think 2020, qui va vous permettre de revivre l'événement, la tentation est grande de se demander « à quoi bon y revenir ? », tant l'épidémie de Covid-19 ébranle l'écosystème.

Et pourtant, se plonger dans les échanges de Think révèle combien les tendances et les enjeux évoqués restent valables, voire qu'ils offrent en partie des éléments de réponse aux défis qui, dès aujourd'hui et encore plus demain, attendent les organisations de l'Esri.

Retrouvez l'intégralité des articles publiés après Think 2020 sur notre site



Les tendances et les enjeux évoqués restent valables



think education & recherche 2020

sommaire

P.4



P. 2 • Édito

- De Think 2020 à la crise du coronavirus : des enjeux plus que jamais d'actualité

P. 4 • Ouverture :

- L'expérimentation au cœur de l'ESR

P. 5 • Rencontre :

- Les nouvelles dirigeantes de l'Esri

P. 6-7 : Séminaire Collectivités

- Collectivités : le numérique moteur du rapprochement avec l'ESR
- Le territoire peut répondre favorablement à l'arrivée de l'enseignement supérieur

P.8-9 : Séminaire IAE

- Entre gouvernance universitaire et concurrence locale : quel modèle d'avenir pour les IAE ?

P.10-11 : Séminaire Microsoft

- Des pistes pour aller vers des « smart campus »

P.12 -13 : Débats

P.14-15 : Les tables rondes

P.16-17 : Les expert-Rooms

P.18 : Clôture :

- Le regard d'Anne-Sophie Barthez

P.19 : Les à-côtés de Joël Bertrand

P.20 : Best of Think Education & Recherche 2020

P.21-26 : Nos partenaires

P.5



P.6-11



P.18



P.20



news tank
higher ed & research

Édité par: News Tank
education.newstank.fr

Directeurs généraux
associés: Gilbert Azoulay,
Thierry de Teneuille
et Théo Haberbusch
Coordination de l'événement:
Claire Dannet

Coordination du magazine:
Claire Dannet, Gilbert
Azoulay et Théo Haberbusch
Rédaction: Jean-Philippe
Braly, Théodore Hervieux,
Romain Ledroit, Joséphine

Lefèvre, Nalini Lepetit,
Agnès Millet, Caroline Pain,
Stéphanie Polette, Audrey
Steeves, Camille Vandier,
Anna Zivie

Maquette: Bruno Bayol
Impression: Imprimerie
Poisneul



Jean-Marc Janaillac, Gilbert Azoulay, Camille Riquier

L'expérimentation au cœur de l'ESR

Notre sujet « *Expérimenter pour innover : l'ESR invente son futur* » était au cœur des échanges de notre cinquième édition du colloque Think Education & Recherche. Retour sur l'échange entre un philosophe et l'ancien Président d'un grand groupe français.

En ouverture, comme un préambule, Marc Guiraud, Président de News Tank a rappelé : « *Il y a des possibilités d'expérimenter dans les textes mais les établissements ne s'en saisissent pas toujours, ou ne savent pas les généraliser. La gouvernance des établissements, permettent-ils toujours d'expérimenter de manière satisfaisante ?* ».

Dans la foulée de ce propos liminaire, Camille Riquier, philosophe et vice-recteur de l'ICP, et Jean-Marc Janaillac, président de la Fnege et ancien président d'Air France-KLM, ont échangé pour aller plus loin et poser ainsi les bases des débats de la journée.

« *Je suis persuadé qu'il faut expérimenter et innover davantage dans l'enseignement supérieur. L'acquisition du savoir n'est plus la quête première à la fois de l'enseignant, du chercheur et de l'étudiant. Le savoir est d'une certaine manière disponible, il est déjà sur internet. L'objectif est donc d'enseigner aux étudiants la méthode, la manière d'y accéder. Et cela demande de l'expérimentation et de l'innovation* », introduit Camille Riquier.

« *Le défi d'aujourd'hui est qu'avec le numérique, on doit complètement bouleverser nos anciens modèles d'enseignement* », affirme t-il. « *C'est notre propre métier qui est quasiment en péril. Le sens vertical de transmission avec un magistère qui délivre un savoir ne peut plus être. Désormais, on doit expérimenter de nouveaux modèles d'enseignement, et une autre manière de chercher. Et peut-être d'introduire la recherche dès l'amont.* »

Même point de vue pour l'ancien président d'Air France-KLM : « *Dans les entreprises, expérimenter est extrêmement courant. Toutefois, cela demande de surmonter l'aversion au risque qui marque profondément la société française* ». Et d'ajouter : « *Il y a à la fois une demande d'instantanéité. En même temps, les techniques se compliquent, et il y a aussi une demande de qualité et une demande de zéro défaut. C'est très compliqué d'arriver à ajuster les deux.* »



Le mot du Recteur de l'ICP

« *Nous sommes confrontés aux évolutions rapides et profondes dans les manières d'enseigner, qu'elles proviennent de demandes des étudiants, de leur famille ou du marché du travail. L'ICP souhaite y répondre en suscitant toujours plus de partenariats, entre chercheurs, enseignants, entreprises, associations et institutions publiques, afin de contribuer à inventer les nouveaux modèles de l'ESR.* »

Rencontre



Les nouvelles dirigeantes de l'Esri

De gauche à droite : Caroline Pascal, Vanessa Diriar, Sandra Démoulin et Anastasia Iline

« Rencontre avec les nouvelles dirigeantes de l'Esri » nous a donné l'occasion de voir débattre quatre femmes sur leur vision de l'enseignement supérieur.

« *L'enseignement supérieur est un secteur très féminin, et il y a de nombreuses femmes éminentes. Au cours de ma carrière, j'ai toujours considéré que mon meilleur combat c'était d'être le rôle modèle et d'expliquer que je pouvais être mère, mener à bien une carrière et démontrer qu'il n'y a pas de plafonds de verre. Sur la place des femmes, j'essaye de faire en sorte qu'il n'y ait pas de sujet* », déclare Vanessa Diriar, présidente France du groupe Galileo Global Education. À ses côtés, Caroline Pascal, cheffe de l'Igésr depuis octobre 2019, dit « *abonder dans ce sens. Je ne me suis jamais posée la question de savoir si j'étais à ce poste parce que j'étais une femme. J'ai simplement eu envie de faire des choses et je*

me suis donnée les moyens de les obtenir ». Elle indique toutefois qu'au sein de l'Igésr, « *sur 298 postes, 35 % sont occupés par des femmes* ». Sandra Démoulin, présidente de l'Arces et directrice de la communication de CY Cergy Paris Université, a pointé la situation dans le monde de la communication : « *C'est plutôt la place des hommes qu'on interroge. Il y a plus de 85 % de femmes au sein des services com dans l'ESR. Mais si on met ça en parallèle avec les présidentes, le ratio est de 11 pour 73 universités. Et le constat est le même du côté des grandes écoles. Il y a encore du travail à faire de ce côté-là* ». Campus France, dirigé par un binôme féminin, peut sembler faire figure d'exception. Néanmoins, pour Anastasia

Iline, directrice générale adjointe, « *le fait que la direction générale et la DGA soient occupées par des femmes est souvent relevé. Mais si cela avait été un binôme masculin, ce ne serait pas le cas* ».



Sur la place des femmes, j'essaye de faire en sorte qu'il n'y ait pas de sujet



« Le secteur de l'ESR est plus féminisé que tous les autres corps regroupés »

Selon Caroline Pascal : « *Le secteur de l'enseignement supérieur est plus féminisé que les autres corps regroupés. Néanmoins plus on monte dans les échelons et moins il y a de femmes. C'est le même constat dans l'éducation nationale. Il y a une politique volontariste qu'on ne peut pas nier : la secrétaire générale est une femme et la direction est presque paritaire* », ajoute-t-elle. De plus, la féminisation du mot chef, « *mot épïcène qui n'a pas pourtant pas besoin de l'être* », est un « *signal fort* ».



Philippe Portelli, Lina Bennis, Grégoire Feyt, Chloé Morhain et Ollivier Lenot

Collectivités et ESR : la collaboration pour le territoire

“Le numérique, moteur du rapprochement des collectivités et des établissements ESR”, tel était l’intitulé de ce débat organisé par l’Avuf, France urbaine, la Fnau, l’ADCF, Villes de France et News Tank. Au cœur des échanges : l’intelligence par la mobilisation de l’ESR sur les grands défis urbains que doivent affronter les agglomérations.

« À Strasbourg, collectivités, établissements de formation, laboratoires de recherche et monde socio-économique ont pris le parti d’être dans la complicité et pas uniquement dans la collaboration pour avoir une gouvernance territoriale partagée », introduit Philippe Portelli, chef du service enseignement supérieur, recherche et innovation à l’Eurométropole. « Comment les petits territoires peuvent-ils entrer en contact avec des universités, qui font peur ? », interroge Ollivier Lenot, responsable du PIA 3 (Banque des territoires). Selon lui, une « cartographie serait essentielle, notamment dans un paysage ESR intimidant pour les petits territoires ».

Pour Chloé Morhain, doctorante Cifre en aménagement à la Métropole de Lyon, « l’acculturation entre les collectivités et le monde de la recherche est nécessaire. La difficulté réside souvent dans le fait de transposer une question de recherche en une mission opérationnelle, puis à trouver les porteurs de projet. Viennent ensuite les modalités d’instruction du dossier, de financement et de recrutement ». Du point de vue outils et solutions, Jean-Michel Jolion (DRRT Auvergne-Rhône-Alpes), considère que le dispositif Cifre, « sur-représenté dans les métropoles pourrait être un outil au service du développement des territoires plus ruraux, à la fois auprès des PME et des collectivités ».

Lina Bennis, chargée de mission innovation et qualité à la ville de Nancy envisage une autre approche : « La clé d’une bonne collaboration et du succès sur un territoire est que les acteurs que sont l’université, la métropole mais aussi les citoyens, avec la caution scientifique, soient sur un même pied d’égalité ». Ce que Grégoire Feyt, enseignant-chercheur et ancien VP territoires de l’Université Grenoble Alpes, approuve : « Pour définir une stratégie et savoir ce que l’on veut faire, ou pas, avec tel ou tel acteur du territoire, il faut d’abord définir les relations existantes, et ce de façon égalitaire ».



La clé est que les acteurs soient sur un pied d’égalité

OLIVIER LENOT
responsable du programme
« Territoires d’innovation »
du PIA 3 à la Caisse des dépôts.



Le territoire peut répondre favorablement à l’arrivée de l’enseignement supérieur

La seconde partie du séminaire sur les liens entre collectivités, numériques et ESR a permis de faire le point sur une vision de la décentralisation à la lueur de la transformation digitale.

Grâce à plusieurs dispositifs, « un territoire, quel qu’il soit, peut répondre favorablement à l’arrivée de l’enseignement supérieur même s’il ne possède pas une masse critique de bacheliers », déclare Erwan Paitel, chef de projet Campus connectés au Mesri. Dans cet esprit, après 13 premiers campus connectés labellisés en 2019, le ministère lance un appel à projets via le PIA 3, doté de 25M avec la Caisse des dépôts, pour essaimer le dispositif dans d’autres territoires. Objectif : passer de 13 campus connectés en 2019 à 100 en 2022. Même constat avec Isabelle Meynard, directrice du service emploi formation à la communauté d’agglomération Var Estérel Méditerranée (Cavem) : « Les territoires avaient

renoncé à la formation supérieure. Le dispositif “campus connectés” répond à leurs enjeux de formation, mais surtout d’emploi. Nous nous sommes par exemple rendu compte que notre outil de formation était faible. Nous avons estimé par ailleurs que près de 400 jeunes renonçaient à la formation supérieure pour des causes variées comme les coûts de transport, de logement, la fatigue engendrée par des trajets lointains, etc. ». Autre dispositif pour rapprocher la formation des territoires, le programme Cœur des territoires du Cnam. Olivier Faron, son administrateur général rappelle « la volonté de faire un pont entre le monde de la formation et celui du travail, qui, en France, semblent être deux univers totalement différents alors qu’ils

doivent ensemble construire le monde du travail de demain. Il faut faire en sorte que l’ESR se saisisse de la montée en compétences dans les territoires, des questions d’apprentissage et de formation continue. Sinon, les purs players nous remplaceront sur ce terrain-là ». Coté Région Île-de-France, six initiatives ont vu le jour après un AAP lancé en mai 2019 pour favoriser l’accès à l’enseignement supérieur. Une vingtaine de tiers lieux accueillent entre 20 à 50 étudiants par site. Équipés de matériel informatique, d’espaces de travail, mais aussi d’un accompagnement des étudiants, ces lieux sont créés en partenariat entre les collectivités locales, les acteurs associatifs, les universités et les établissements d’enseignement supérieur.



Ne pas opposer numérique et place de l’humain

« Le mot numérique est ambivalent. Ça ne doit pas être juste de l’enseignement à distance, mais bien un outil qui laisse une large part à l’humain, un point très important pour favoriser un ancrage local », déclare Mehdi Gharsallah, conseiller stratégique pour le numérique à la Dgesip.



De gauche à droite et de haut en bas : Christel Beaucourt, Jean-Guy Bernard, Christian Defélix, Sophie Lengrand Jacoulet, François Pantin, Christian Roblédo

Les IAE sur leurs territoires

« *Entre gouvernance universitaire et concurrence locale : quel modèle d'avenir pour les IAE ?* » : le débat a multiplié les regards autour de la place des composantes dans l'architecture universitaire.

« Aujourd'hui, nous disposons d'une nouvelle université, un établissement expérimental, dans lequel se trouvent trois grandes écoles publiques conservant leur statut de grand établissement. Pour cette nouvelle université s'est posée la question de l'organigramme et de l'organisation. L'IAE a fait le choix de se regrouper avec Grenoble INP. Plusieurs raisons : tout d'abord, les écoles d'ingénieurs travaillent comme nous avec les entreprises et sont sensibles aux mêmes questions sur l'alternance ou l'international, elles disposent du même statut... La culture d'école reste la même », explique Christian Defélix, directeur de Grenoble IAE. Pour Christel Beaucourt, de l'IAE de Lille, « notre objectif est de réunir tous les gestionnaires, pour faire un grand IAE, une grande business school et rassembler sous le même statut tous les enseignants-chercheurs en ges-

tion ». Dans cet esprit, la directrice imagine volontiers des établissements privés un jour rejoindre l'université. De son côté Sophie Lengrand Jacoulet (IUT d'Aix-Marseille et VP Aditut) considère que l'échange entre les différentes composantes est essentiel. « À l'intérieur des universités, nous sommes tout à fait en capacité de discuter entre nous, de nous organiser afin de relever la concurrence dans laquelle nous sommes plongés. Que ce soit à l'international ou dans nos régions, l'université est un ancrage fort. Tous voient l'intérêt de travailler ensemble », déclare-t-elle, estimant que grâce à ces efforts, l'établissement a pu « enrayer le départ des étudiants vers les écoles privées ». L'histoire au sein des établissements joue un rôle important. « Entre l'EM Normandie et l'IAE Caen, c'est une histoire de 25 ans. Le premier catalyseur de collaboration était une

médiathèque commune, accessible à tous les chercheurs, enseignants et étudiants des deux établissements. Par la suite, nous avons développé d'autres partenariats, de différente nature », indique Jean-Guy Bernard, directeur général de l'EM Normandie. A Angers, la création d'un nouvel IAE est un enjeu fort d'après Christian Roblédo, président de l'université. « Nous fixons un projet d'établissement, puis nous établissons avec nos composantes un dialogue annuel, par le biais de contrats d'objectifs. Lorsque l'on arrive à se mettre d'accord sur les convergences des différents paramètres, nous discutons aux moyens à associer à chaque objectif. Il n'y a pas de différence de traitement entre chacune de ces composantes. Cela n'a pas de sens. D'autant que cela signifierait sortir du label international de l'université ».

IAE : alternatives crédibles et accessibles

Le séminaire porté par IAE France a permis d'échanger sur la place et l'avenir des Instituts au sein des universités et de l'écosystème privé-public.



Éric Lamarque

« Au sein des IAE, nous pensons avoir la capacité d'être des alternatives crédibles, accessibles, si tant est que l'on nous laisse des marges de manœuvre. Nous nous sommes aperçus que nous avons sans doute mal communiqué, nous n'avons peut-être pas eu assez d'occasions d'échanges. D'où notre présence pour réunir tous les acteurs de l'enseignement supérieur du management universitaire », déclare Éric Lamarque, directeur d'IAE Paris et président d'IAE France. Selon lui, le contexte engage à discuter de la place des instituts dans le paysage. « Veut-on rivaliser, être un lieu d'excellence et devenir un compétiteur crédible, ou laisser la place aux autres ? », interroge-t-il alors. « Sur les bachelors, des expérimentations sont lancées en gestion, nous commençons à en obtenir les premiers retours. Beaucoup de choses vont se caler dans les deux prochaines années et si l'on sort de ces deux ans sans être positionnés, cela signifierait

de faire le choix de laisser la place à d'autres acteurs ». Pour lui, les IAE ne doivent pas rater le coche. D'autant que la concurrence est importante. « Je suis convaincu que cette dimension concurrentielle ne va faire que se renforcer, et pas seulement sur les domaines de la gestion et de l'ingénierie. Je vois sur des salons les premières écoles privées en droit, cela sera aussi bientôt le cas des professions médicales. Or, pour être crédibles, en tant qu'acteurs universitaires, il faut que nous soyons les plus organisés possible en interne, afin de devenir visibles ». Les IAE ont-ils des équivalents à l'international ? « Pour être schématique, dans le monde anglo-saxon, le management a toujours été considéré comme une discipline qui méritait d'avoir une école de premier plan. Le management dans les universités britanniques, arrive ainsi à agréger au-delà de la gestion, et à organiser une visibilité. Ainsi, le statut de HEC Montréal est proche de celui de l'IAE

Paris, mais le choix a été fait de mettre en avant ces structures publiques ». Concernant le statut, il en existe aujourd'hui Trois statuts s'appliquent aux 35 IAE, le plus fréquent, est celui d'école interne selon l'article 713-9. « Nous tendons à ce que les IAE soient tous des écoles internes, afin de pouvoir structurer un état d'esprit et une communication », conclut Éric Lamarque.



Avoir des marges de manœuvre





De gauche à droite : Nicolas Péjout, Thierry Koscielniak, Emmanuelle Dubrana-Léty, Alain Goudey, Pascal Romon, Florence Kohler

Des pistes pour aller vers des « smart campus »

Quels campus inventer demain et quels liens avec la technologie? La problématique, discutée lors du séminaire imaginé par Microsoft France, prend une résonance particulière avec la pandémie intervenue depuis.

Pour Thierry Koscielniak, directeur national du numérique du Cnam : « Qu'allons-nous fournir comme services à nos apprenants - dont 40 % utilisent des ressources numériques, en présentiel ou à distance - comme aux entreprises ? Pour résoudre ce défi, il ne s'agit pas seulement de mettre en place une plate-forme d'e-learning, mais d'installer un système d'interaction et de collaboration de plus grande ampleur ».

De son côté, Pascal Romon, VP numérique à l'Université Gustave Eiffel ajoute : « J'ai l'impression que dans la communauté universitaire, c'est plutôt l'autocensure qui prévaut. Il s'agit d'enseignants-chercheurs pour la plupart, qui cumulent les casquettes. Face au manque de temps, la solution la plus simple est de refaire à l'identique. Cette inertie est, à mon sens, l'un des principaux obstacles au changement et à la transformation des campus. De fait, l'innovation doit rester le nerf de la guerre ».

Un sujet concernant les bâtiments a également été abordé durant ce séminaire. Ainsi, à Neoma Business

School, les objectifs de rénovation du campus parisien de Neoma Business School devraient porter celui-ci à 6500 m², avec une capacité d'accueil de 1500 étudiants. « Nous voulons cet espace fluide et simple, extrêmement modulaire », déclare Alain Goudey.

Même préoccupation à Sciences-Po. En août 2021 est prévue la livraison de 14 000 m². « Pour répondre à la demande de pérennité d'usage, la réponse bâimentaire doit s'inscrire dans une certaine simplicité, évoque Emmanuelle Dubrana, directrice du projet Campus 2022. L'idée est d'avoir un socle commun d'équipements dans tous les espaces. Nous espérons pouvoir ainsi parvenir à une certaine porosité au niveau des espaces ».

Une nécessité illustrée par Florence Kohler, cheffe de projet à la mission expertise-conseil auprès des établissements (Dgesip), architecte de formation et spécialiste de l'immobilier : « Sur le campus de CentraleSupélec, un tiers des mètres carrés ne sont pas dédiés : cela donne une soupape de mutabilité dans le temps très intéressante ».

Associer l'exigence de rester à la pointe

de la modernité, sans sortir de ses budgets, tient parfois de la gageure. « Il n'est pas évident de gérer ces questions de technologies et de calendrier immobilier, pour être moderne et le rester le plus longtemps possible, sans dépenser trop d'argent », conclut Nicolas Péjout, alors DGS de l'Université de Paris Dauphine.

SMART CAMPUS, les huit points clés

- S'appuyer sur des réseaux d'expertise ;
- Miser sur l'agile et sur le modulaire ;
- Mutualiser les compétences ;
- Innover en continu ;
- La technologie, comme moyen et non comme fin ;
- Suivre et évaluer en permanence ;
- Savoir pousser les murs ;
- Voir plus loin ;

Best of

Développement durable, bachelors, science ouverte, attractivité internationale, valorisation, territoires, ou encore gouvernance. News Tank vous propose de revivre cette journée au travers de 30 déclarations qui ont marqué les débats.



Vinciane Gaillard,
Deputy Director
Research and
Innovation, EUA

« En Europe, pour payer les abonnements aux revues scientifiques, on dépense plus de 1 Md€ en fonds publics par an en moyenne. »



Guillaume Gellé,
président de
l'Université de
Reims Cham-
pagne-Ardenne
et président de
la commission
de la formation
et de l'insertion
professionnelle
de la CPU

« La question n'est pas s'il faut ou non un grade de licence [à des bachelors], mais quels critères permettront de le donner. (...) L'utilisation du mot bachelor a été galvaudée : on en a fait tout et n'importe quoi. Mais est-ce qu'ils se valent tous ? La réponse est non. »



Nathalie Drach-Temam,
vice-présidente
recherche, inno-
vation et science
ouverte de Sor-
bonne Université

« Il faut bien redéfinir le rôle et les missions des organismes de recherche. Le contrat d'objectifs et de performance d'Inria est très intéressant sur ce point et mentionne qu'Inria, qui définit la stratégie nationale sur le numérique, est au service du développement des grandes universités de recherche »



Isabelle Huault,
alors présidente
de l'Université
Paris Dauphine
- PSL

« Nous ne sommes plus en situation de crise, mais apocalyptique : en tant qu'établissements d'enseignement supérieur, nous ne pouvons plus ignorer l'enjeu du réchauffement climatique ».

Loi recherche : enfin la lumière ?



De gauche à droite : Sebastian Stride, Nathalie Drach-Temam, Emmanuel Duflos, Isabel Marey-Semper, Gilles Bloch,

En février 2020, les contours de la LPR (loi de programmation de la recherche) se dessinaient, sur la base des rapports de trois groupes de travail. Le texte de ce qui s'appelait alors la LPPR n'était pas encore connu, mais déjà des tensions se faisaient sentir.

Les éléments déjà annoncés par Frédérique Vidal, ministre de l'Esri, ne prennent pas en compte « l'un des grands problèmes de la loi en préparation : elle cherche à apporter des réponses nationales à un problème qui ne l'est pas puisque c'est une question d'autonomie des grandes universités de recherche ». Sebastian Stride, de founding partner de Siris Academic, entre ainsi frontalement dans le sujet proposé. Une loi pour laquelle Gilles Bloch, P-DG de l'Inserm attend également qu'elle est à la hauteur. « Se donner comme objectif de consacrer 3 % du PIB à la recherche, c'est « partager les

niveaux européens, tandis que la France fait partie des pays qui ne sont pas allés assez vite ». Il indique avoir le sentiment que « l'État trace une trajectoire très ambitieuse pour les années à venir », mais pense « qu'on ne peut pas forcer les entreprises à faire leur part sur le même rythme », ajoute-t-il. Nathalie Drach-Temam, VP recherche, innovation et science ouverte de Sorbonne Université, complète ce point de vue. Il faut « permettre aux universités d'organiser leurs propres recrutements, leurs propres concours et de mener leur propre politique de primes, associée à leur politique scientifique et de développement ». Emmanuel Duflos, directeur de Cen-

trale Lille Institut et vice-président de la Cdefi, souligne de son côté que « la France a besoin de construire une meilleure synergie entre les besoins de l'ensemble des entreprises et ce que peut apporter l'ensemble des laboratoires de la recherche académique, sans être forcément dans cette innovation de rupture ». « Nous sommes au milieu du gué. Nous disposons d'un nombre important de structures d'innovation, mais, à côté, les potentiels d'innovation des laboratoires sont inexploités. Il n'y a pas de synergie et pas de mutualisation », résume Isabel Marey-Semper, rapporteure du groupe de travail « Recherche partenariale et innovation » sur la LPPR.

Une manifestation lors de notre colloque



« Un petit groupe présent dans l'amphi a souhaité dire son hostilité au projet de loi, avant de laisser le débat se poursuivre. Selon eux, « le projet de LPPR dégrade les statuts et les conditions de travail. Nous voulons un véritable service public d'enseignement et de recherche, financé grâce à un plan d'investissement massif jusqu'à 1% du PIB pour la recherche publique. ».

GRAND DEBAT FINAL



De gauche à droite : Bruno Sportisse, Anne-Sophie Barthez, Laurent Champaney, Christine Clerici, Jacques Fayolle, François Germinet

La France face à la diversité de son ESR

Tous les intervenants de notre grand débat final ont été unanimes pour considérer que l'ordonnance du 18/12/2018 instituant les établissements expérimentaux a constitué un tournant. C'était le thème de cette table ronde en présence d'Anne-Sophie Barthez, Dgesip.

« Au sein de la Dgesip, Anne-Sophie Barthez, voit passer les différents projets d'établissements expérimentaux. Son constat est clair : « Le décloisonnement se fait : je vois public et privé se rapprocher, universités, écoles et organismes de recherche travailler ensemble... cela ne se faisait pas autant avant. La question institutionnelle demeure importante, mais elle ne doit pas se résumer à l'intégration de l'école, mais voir le positionnement des nouvelles composantes, et comment elles s'articulent avec l'échelon central. Il y a un nouveau dialogue à inventer entre le central et des composantes qui se réinventent ». Christine Clerici, présidente d'Université de Paris confirme cette situation qui évolue favorablement. « Je crois qu'universités et écoles ont réussi à se rapprocher, ce qui est un premier pas. Les différences existent et continuent à exister, ce ne sont pas les mêmes

« systèmes académiques. Mais nous sommes désormais capables de porter des projets en commun sur certaines thématiques. Mais il reste un peu de chemin à faire ». Au sein des écoles d'ingénieurs, Jacques Fayolle directeur de Télécom Saint-Étienne et président de la Cdefi, complète : « Le sujet n'est pas l'intégration, mais l'évolution globale du système. Et dans cette perspective, les écoles d'ingénieurs, qui sont dans un processus d'amélioration continue, font en sorte d'y travailler et de se positionner, en étant ambitieuses ». Et si des établissements expérimentaux sont nés en 2020 comme Université de Paris et CY Cergy Paris Université, le travail commence seulement, estime son président, François Germinet : « L'institutionnel est une partie du projet, cela a fait bouger les lignes, et le jury international a fait évoluer les choses. Mais le travail est devant nous. Ce n'est pas parce qu'on a fait bouger

les lignes institutionnelles qu'on a révolutionné la science et la formation ». Faire évoluer les choses et changer les approches, c'est aussi le sens de l'intervention de Laurent Champaney, directeur général d'Arts et Métiers ParisTech. « Nous avons un mode de gestion de l'argent public qui est extrêmement contraignant, et il faut bien comprendre qu'il n'y aura pas plus d'argent public, mais que nous avons besoin de plus de souplesse. Je pense que ça avance trop doucement pour nous, et que c'est la même chose pour les universités ». Une position résumée par part Bruno Sportisse, le P-DG d'Inria. « La vraie question, c'est comment l'État arrive à accompagner ce jeu collectif, car à la fin, on est tous payé par le secteur public. Il est nécessaire de se donner les moyens collectivement pour répondre à la compétition internationale ».

[TABLES RONDES]

Alumni : ce que les expériences réussies en France et aux États-Unis nous enseignent



- Agnès Villanueva, directrice du service relations alumni à l'Université de Strasbourg.
- Arnaud Magnin, directeur des relations alumni à Sorbonne Université.
- Françoise Marcus, directrice des relations entreprises et diplômés à Audencia.
- Bernard Belloc, conseiller stratégique à Skema Business School.
- Gilles Bousquet, ancien doyen de l'Université du Wisconsin.

Valorisation, transfert, innovation : l'injonction au changement de modèle économique



- Maylis Chusseau, présidente de la Satt Aquitaine Science Transfert.
- Vincent Marcatté, président de l'association des IRT (FIT).
- Charlie Barla, chargé de mission innovation d'AMU.
- Nathalie Alazard-Toux, directrice du centre de résultats développement industriel de l'Ifpen.

Open science : le nouveau monde de la communication scientifique existe-t-il ?



- Vinciane Gaillard, directrice adjointe de la recherche et de l'innovation de l'European University Association.
- Lise Dumasy, présidente du consortium Couperin et de l'Abes.
- Odile Hologne, responsable de la direction pour la science ouverte d'Inrae.
- Odile Contat, cheffe du département « Information scientifique et technique » et du réseau documentaire au Mesri.

Attractivité internationale : étudiants, chercheurs, comment les convaincre ?



- Paul Lignières, vice-recteur aux relations internationales de l'Institut catholique.
- Anne Zuccarelli, associate dean en charge de l'expérience étudiante à l'Edhec.
- Minh-Hà Pham, vice-présidente relations internationales de l'Université PSL.
- Anastasia Iline, directrice générale adjointe de Campus France.
- Françoise Grolleau, vice-présidente international à l'Université d'Angers.

Former tous les étudiants au développement durable : la fausse bonne idée ?



- Isabelle Huault, présidente de l'Université Paris Dauphine.
- Margot Duvivier, présidente du Refedd.
- Carole Meffre, membre du Collectif pour un Réveil écologique.
- Tamym Abdessamed, directeur de l'isit (Institut de management et de communication interculturels).

Bachelors : de l'expérimentation à la régulation. Vraiment ? Comment ?



- Guillaume Gellé, président de l'Urca et président de la commission de la formation et de l'insertion professionnelle de la CPU.
- Carole Drucker-Godard, présidente de la CEFDG.
- Laurent Carraro, consultant indépendant et ancien directeur de l'Ensam.
- Stéphanie Balme, doyenne du collège universitaire et professeure de la faculté permanente de Sciences Po.
- Philippe Bordeyne, Recteur de l'Institut Catholique de Paris.



Pierre Tapie



Hervé Biausser

Niveau de diplôme et accès à l'emploi

A l'occasion de l'expert-room « L'accès à l'enseignement supérieur favorise-t-il l'accès à l'emploi ? Réalités internationales et enjeux pour la France », Pierre Tapie et Hervé Biausser du cabinet Paxter ont présenté une étude approfondie de 76 pays.

« La stratégie française consistant à pousser les gens vers des diplômes bac +5 sans leur proposer de sortie cohérente avec la demande sociale et économique aux niveaux bac, bac +2 et +3, ne fonctionne pas bien. Globalement, la situation de notre pays recule. D'autres pays ont joué d'autres stratégies que la nôtre avec un grand succès », lance Hervé Biausser, ancien directeur général de CentraleSupélec et désormais consultant au sein du cabinet Paxter.

Pour les pays où le PIB par habitant est fort, avoir un diplôme de l'enseignement supérieur rapproche de l'emploi. Mais cela est surtout valable dans les pays où le taux de chômage est élevé. Dans les autres, le diplôme ne conduit pas nécessairement à une augmentation du taux d'emploi. Pour les pays à faible PIB, le diplôme a même un effet plutôt négatif.

Paxter a en effet étudié le lien entre accès à l'enseignement supérieur et emploi en cherchant à définir « les grandes lignes à la fois démographiques et économiques dans les 15 prochaines années dans l'enseigne-

ment supérieur dans le monde », et à réfléchir aux transformations passées, présentes et à venir sur cette question, précise Pierre Tapie. « De façon implicite en France, un grand nombre de politiques publiques ont fait l'hypothèse que "plus les gens seraient diplômés, mieux le pays irait". Cette hypothèse est une hypothèse ferme : si vous osez la contester, on vous considérera comme bizarre ou iconoclaste ».

Parmi les constats de l'étude, on note en France que le diplôme favorise l'accès à l'emploi, mais à un emploi moins bien payé. Autre conclusion forte : le taux de déclassement a augmenté de près de 50 % en 20 ans. « Autrement dit, la stratégie de l'État consistant à dire "ayez le diplôme le plus élevé possible pour aller à l'emploi", a dévalorisé les niveaux bac+2 et+3. Par conséquent, le déclassement, c'est-à-dire l'insatisfaction des diplômés, a augmenté », note Hervé Biausser.

Lors des échanges avec la salle, Pierre Tapie et Hervé Biausser soulignent l'aggravation de la situation des non-diplômés en France. Les enquêtes récentes, notamment du

Céreq, ont montré la baisse de l'avantage relatif des diplômés du supérieur sur ceux de niveaux CAP/BEP.

Cette dégradation est « spectaculaire » : les chiffres montrent que si le taux de chômage général est à peu près égal en 1975 et en 2015, situé autour de 10 %, le taux de chômage des non-diplômés est quant à lui passé de 15 % à 50 %.



Le taux de déclassement a augmenté de près de 50 % en 20 ans.



« Cap 2030 » : la démarche participative de l'Unistra

L'Unistra a initié une démarche participative « Cap 2030 » pour « produire un document stratégique qui fasse référence pour l'ensemble de la communauté. Une démarche inédite présentée avec la start-up Cap Collectif, qui accompagne l'établissement.

C'est fin janvier 2020 qu'un document synthétique issu de cette concertation a été remis au CA qui en a adopté les principes. Ce document va notamment permettre de construire un plan d'actions sur dix ans et d'établir une feuille de route à traduire en actions très opérationnelles. Armelle Tanvez, directrice de la communication de l'Unistra a présenté dans ce cadre les résultats de cette initiative exploratoire lors de l'atelier « Co-construire un projet d'établissement : pourquoi et comment impliquer votre communauté au-delà des initiés ? », animé par la société Cap collectif. Une société avec laquelle elle a travaillé et qui a développé une plateforme participative utilisée par plusieurs universités, mais aussi pour le grand débat national lancé par Emmanuel

Macron.

« Les outils permettaient une totale ouverture et transparence », précise Armelle Tanvez. Et la démarche a permis de faire émerger de nouvelles thématiques fortes, comme par exemple celle autour de la circulation de l'information. « Ce thème de la communication sous-entend un enjeu fort en se posant la question de la sur-information, ce qui touche aussi à l'organisation même de l'université. Les participants ont demandé à être de nouveaux sollicités et impliqués dans le futur ».

Huit thématiques retenues étaient et un neuvième espace d'expression était ouvert pour que chacun puisse dire, ici, ce qu'il souhaitait, tout en conservant l'anonymat des participants à la plateforme, conclut Armelle Tanvez.

Consultation : 8 thèmes proposés

- Qualité de vie dans les études et au travail ;
- Formation et réussite étudiante ;
- Recherche ;
- Ouverture internationale ;
- Valorisation, innovation et entrepreneuriat ;
- Responsabilité sociétale ;
- Développement durable ;
- Organisation, fonctionnement et financement.

Clôture

Le regard d'Anne-Sophie Barthez



En fin de journée, la rédaction de News Tank a interrogé Anne-Sophie Barthez, directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle, sur les grandes questions qui sont ressorties des débats du jour à l'ICP.

Parmi les points clés de son intervention, elle a rappelé qu'en novembre-décembre 2020, des instructions de dossiers et des propositions d'attribution du grade de licence à des diplômes de bachelor seront déjà faites au ministère. « Cela signifie qu'il ne faut pas traîner ! Notre objectif est que pour la rentrée 2021, il y ait déjà, notamment sur Parcoursup, des diplômes d'établissements, donc d'écoles ou d'universités, qui puissent afficher qu'ils se sont vus reconnaître le grade licence ». Par ailleurs, dans les établissements expérimentaux, « il faut une discussion, une réflexion sur l'articulation et sur le degré d'autonomie des composantes internes. Cette question est celle de la place des composantes internes dans les nouveaux établissements. Des composantes internes, qui ont, je le vois, parfois peur que ces établissements nouveaux fassent "entrer le loup dans la bergerie" » et qu'elles se retrouvent en concurrence frontale avec les établissements qui intégreraient la nouvelle université.

En matière de rayonnement de la France, le passage de la quatrième à la

cinquième place de la France en nombre d'étudiants étrangers accueillis a été abordé également. « Ce n'est pas une bonne nouvelle, mais c'est parce qu'on veut garder une place de choix pour ces étudiants internationaux que l'on met le paquet sur les conditions d'accueil ». Le sujet est majeur. C'est une position de la France que l'on savait déjà menacée et c'est la raison pour laquelle on a mis en place le plan Bienvenue en France. Tout de même, quand je vois ce qui commence à être fait, et quand je vois que la question de l'attractivité internationale pour les étudiants devient encore davantage clé pour les établissements, je me dis que cela va finir par payer. Dès cette année, grâce à la labellisation Bienvenue en France, grâce à l'appel à projets qui a permis de dégager 10 M€ en faveur des nouveaux dispositifs

Enfin, concernant les liens entre formation et territoires, la Dgesip a évoqué les campus connectés qui sont des tiers lieux dans lesquels, où que l'on se trouve, on peut accéder à de l'enseignement à distance et être inscrit, par exemple, en licence d'histoire

à Brest tout en vivant à Toulon. Ce sont des tiers lieux d'un nouveau genre, qui proposent une mise à disposition de l'enseignement à distance et d'un environnement : un tiers lieu convivial et bien équipé, mais aussi et surtout, un ou plusieurs coaches qui sont là, qui encadrent et motivent, vérifient que l'étudiant est bien là tous les matins à l'heure...



Mettre le paquet sur les conditions d'accueil



Les à-côtés de Joël Bertrand



« De cette journée de réflexion et d'étude, intense, rapide, sans jamais freiner, je partais avec ces convictions toutes personnelles, mais prêtes à être démontées dès le lendemain comme toute conviction d'un chercheur, somme toute peu stable. Car une conviction, c'est aussi l'aboutissement d'une expérimentation », voici le regard de Joël Bertrand, président du conseil scientifique de Naval Group et ancien directeur général délégué à la science du CNRS.

Nous serions-nous fourvoyés toute notre vie de chercheur ? Camille Riquier, devinant nos interrogations, convoque Charles Péguy : « Il était à la fois un simple d'esprit et un grand philosophe », nous rassure-t-il, nous donnant par avance son absoluteur pour toutes les expérimentations à venir qui seront inabouties, incohérentes, complètement ratées. Face à lui, Jean-Marc Janillac, ancien président de Air France KLM revient sur sa consultation interne de mai 2018 où il a perdu son pari et démissionné de la présidence. C'était une expérimentation, mais pas ratée, aux yeux de l'entreprise qui reçut un électrochoc. Il invoque la destinée de César Birotteau, grandeur et décadence sous Louis XVIII, comme un exemple à ne pas suivre, surtout la fin. Et lui s'est esquivé, nous rappelant malicieusement que quelques mois après lui, ses

opposants perdirent, et s'évaporèrent définitivement.

Direction la conférence sur les Alumni. C'est mieux ou moins bien qu'aux Etats-Unis ? A priori, c'est moins bien. Mais a posteriori, les cinq intervenants disent qu'il faut voir, pas si évident, ça dépend. Le modérateur, Gilbert Azoulay, assez primesautier, résume : « Alumni, ça veut peut-être dire, "t'as pas cent balles" », et du coup le débat s'emballa, si cette facilité d'écriture m'est permise.

Le débat sur la recherche ? La lumière ? Je n'ai pas lu la nouvelle loi. Qui l'a lue ? Personne. C'est une arlésienne. Et comme celle de Daudet, promise par un Premier ministre en février 2019, et espérée longtemps, puis peu à peu redoutée, rejetée par beaucoup en février 2020, sans être connue.

Attractivité de la France. Anastasia Iline (Campus France) est désolée d'annoncer un mauvais résultat. La

France a perdu sa quatrième place de pays d'accueil des étudiants internationaux, dépassée par l'Allemagne. Et cette nouvelle sera reprise dans la soirée par Anne-Sophie Barthez, et puis par tout le monde en une lamentation de mauvais aloi. Mais, stop, stop. En regardant de plus près, il y a photo, moins de 500 étudiants d'écart sur 259 000 étudiants accueillis, soit 0,2 % d'écart. Alors, ne jouons pas sur 500, jouons sur 50 000.

En conclusion lors du Grand Débat, voici l'idée dominante qui court : « C'est trop compliqué, trop divers, on n'y comprend rien ». Et alors ? Qui dit que le simple est le meilleur moyen ? L'ESR, c'est compliqué. Tant mieux. Les ignorants et les sots pourraient comprendre, sans effort, sans travail, ce serait très mauvais signe. Pour ce qui est de l'organisation, il faut préférer le quoi au comment, alors elle doit rester à sa juste place. Au second plan...

Best of

Développement durable, bachelors, science ouverte, attractivité internationale, valorisation, territoires, ou encore gouvernance. News Tank vous propose de revivre cette journée au travers de déclarations qui ont marqué les débats.



Jean-Marc Janaillac, président de la Fnege et ancien président d'Air France-KLM

EXPÉRIENCE

« Il y a à la fois une demande d'instantanéité, c'est-à-dire que les demandes de vos étudiants, la demande des clients des entreprises, la demande des salariés sont d'aller très vite. Et en même temps, les techniques se compliquent, et il y a aussi une demande de qualité et une demande de zéro défaut. C'est très compliqué d'arriver à ajuster les deux ».



Bruno Sportisse, P-DG d'Inria

EXPÉRIMENTATION

« Sur les sites, on n'a pas à se battre. Lorsque des équipes conjointes Inria et Université de Paris ou d'autres créent une start-up ensemble, toutes doivent pouvoir en tirer profit pour l'évaluation de leurs performances. Il y a un vrai rôle de l'État sur l'organisation de ce travail collectif, et je tiens à saluer le travail de contractualisation mené par la DGRI et Dgesip pour installer la confiance entre les acteurs, et sortir des faux débats ».



Anne-Sophie Barthez, Dgesip

BACHELOR

« Le nouvel arrêté grade licence, et grade master d'ailleurs, va sortir dans les prochaines semaines, très rapidement. Notre objectif est que pour la rentrée 2021, il y ait déjà, notamment sur Parcoursup, des diplômes d'établissements, donc d'écoles ou d'université, qui puissent déjà afficher qu'ils se sont vu reconnaître le grade licence ».



Sandra Démoulin, présidente de l'Arces et directrice communication de CY Cergy Paris Université

PLACE DES FEMMES DANS LE SUP

« Il y a plus de 85 % de femmes au sein des services de communication dans l'ESR. Mais si on met ça en parallèle avec les présidentes, le ratio est de 11 pour 73 universités ».



Lise Dumasy, présidente du consortium Couperin et de l'Abes (Agence bibliographique de l'enseignement supérieur)

SCIENCE OUVERTE

« Plus on est jeune, plus on va directement sur des plateformes illégales pour avoir accès à des articles scientifiques. »



Florence Kohler, chargée de mission, mission Expertise Conseil auprès des établissements (Dgesip)

SMART CAMPUS

« La pédagogie du tableau noir et de la craie et celle du tableau interactif doivent pouvoir coexister de manière heureuse sur les campus. (...) On peut aussi imaginer que le numérique puisse aussi être durable et aider les campus à résoudre leurs problématiques énergétiques, avec par exemple des bâtiments qui stockent l'énergie ».



Hervé Biaisser, consultant de Paxter, ancien DG de Centrale-Supélec

ETUDE PAXTER

« En France, la stratégie de l'État consistant à dire "Ayez le diplôme le plus élevé possible pour aller à l'emploi", a dévalorisé les niveaux bac+2 et bac+3. Par conséquent, le déclassement, c'est-à-dire l'insatisfaction des diplômés, a augmenté ».



Bernard Belloc, conseiller stratégique de Skema Business School

ALUMNI

« Il faut que l'université se construise une personnalité, et c'est dans cela que l'on doit investir. Il faut déterminer un petit cachet particulier afin que les étudiants, et donc les alumni, s'attachent à cette personnalité. Le mass marketing ne sert à rien s'il n'est pas lié à une politique d'intégration des étudiants ».

Nos partenaires



Conférence des Directeurs des Écoles Françaises d'Ingénieurs

La CDEFI mène des travaux et réflexions sur de nombreux sujets d'actualité et de société : projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche, réforme du lycée, réforme de l'apprentissage et de la formation professionnelle, diversité des publics accueillis dans les écoles d'ingénieurs, place des femmes dans les études et métiers d'ingénieurs, reconnaissance et valorisation de l'engagement étudiant, développement des coopérations internationales, etc.



Créée en 1973, la Conférence des grandes écoles (CGE) regroupe 221 établissements d'enseignement supérieur et de recherche français et étrangers, représentant tout le spectre des formations supérieures en Grandes écoles de niveau Master et au-delà. Assurant une formation de masse (41 % des Masters délivrés chaque année en France) et de recherche intensive, les Grandes écoles mettent en cohérence un projet pédagogique en fonction du profil de l'étudiant et des débouchés professionnels.

Le rôle de la CGE

La CGE est un acteur majeur de l'enseignement supérieur français. Elle regroupe 66 % des écoles d'ingénieur habilitées par la CTI, 83 % des écoles de management conférant le grade de master et 22 % des écoles dites d'autres spécialités.

La CGE est également un cercle de réflexion (think-tank) qui valorise l'expertise collective de ses membres et le rôle des Grandes écoles dans le paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche. Elle s'intéresse plus largement aux choix concernant l'enseignement supérieur (contribution aux Assises ESR, StraNES, circulaire année de césure, stages, formation professionnelle, apprentissage...)

Défenseur des intérêts des Grandes écoles, la Conférence assure un rôle de représentation de ses membres auprès des pouvoirs publics, des acteurs de l'économie et de la société. Elle prend position publiquement sur les sujets liés à l'enseignement supérieur et à la recherche.

La Conférence des grandes écoles accrédite aussi des formations (MS, MSc, BADGE, CQC). Les 265 membres de la CGE (Grandes écoles, entreprises et organismes) permettent à la France de proposer une offre de formation et de recherche à déclinaisons multiples.



IAE FRANCE est l'association qui regroupe les 35 IAE (Ecoles Universitaires de Management) implantés à travers la France. Véritables Ecoles de Management au sein des universités, les IAE sont spécialisés depuis plus de 60 ans dans la Formation et la Recherche en Management et constituent la plus importante source de Recherche en Sciences de Gestion. Accueillant plus de 50 000 étudiants, les IAE délivrent plus de 1000 diplômes (Licence, Master, DU, MBA, Doctorat) adaptés aux besoins de formations de chacun.



Depuis plus de trente ans, l'Education fait partie intégrante de l'ADN de Microsoft. Les processus d'apprentissage évoluent, laissant place à des parcours pédagogiques plus personnalisés. En tant qu'acteur du numérique, Microsoft Education a conscience d'être aux avant-postes de cette évolution et s'engage à concevoir des solutions simples et sécurisées afin de faciliter l'apprentissage, encourager la collaboration entre les élèves et mieux gérer le cycle de vie de l'étudiant. Nous travaillons en étroite collaboration avec un écosystème de partenaires, avec qui, nous avons à cœur d'accompagner les établissements de la maternelle au supérieur ainsi que les établissements de recherche dans la mise en place de leurs projets numériques.



Empowering Knowledge™ We want to make analysis easier for everyone working in science and medicine. Growing from our roots in publishing, we help you manage work efficiently so you can spend more time making breakthroughs.



RimaOne est éditeur d'ACADEM, une solution métier dédiée au secteur de l'Enseignement Supérieur. Elle répond aux enjeux actuels et futurs des établissements : Enseignants-Chercheurs, Assurance of Learning, Rapports d'accréditation, Gestion des compétences et ePORTFOLIO de l'étudiant. ACADEM permet d'optimiser les processus métier et la qualité des données. Plus de 100 établissements dans 34 pays ont choisi ACADEM. ACADEM est référencée par la Cellule Nationale Logicielle du Ministère de l'Enseignement Supérieur.



aimaira est éditeur, intégrateur et hébergeur d'un ERP dédié à l'enseignement supérieur. aimaira a été créée en 2015 par des professionnels de l'enseignement supérieur avec une idée simple : offrir un ERP nouvelle génération couvrant tous les besoins fonctionnels d'une école.

Aujourd'hui, l'ERP dans le cloud n'est plus ce bloc monolithique et rigide que l'on a connu mais constitue réellement la pierre angulaire de votre transformation numérique... Avec aimaira vous vous assurez de choisir :

- **La bonne solution** : une solution verticalisée dédiée à votre secteur. Vous profitez ainsi de notre veille réglementaire et des développements pour votre secteur (exemple : lancement en janvier 2020 de notre module gestion de CFA suite à la nouvelle réforme)
- **La bonne technologie** : notre ERP est full web ce qui offre une grande ouverture à vos applicatifs existants mais également garantit un déploiement plus court (ouverture d'un univers de pré-production en 24h). Nous nous appuyons sur Microsoft Azure pour vous garantir contractuellement 99.9 % de disponibilité.
- **Les bonnes personnes** : nous parlons le même langage, avec des équipes toutes issues d'une grande école de commerce.



your **blockchain** certificates

BCdiploma est la première solution de certification d'attestations et de diplômes 100 % blockchain et totalement multilingue. BCdiploma renforce l'image digitale des écoles, améliore l'employabilité des diplômés et simplifie la gestion administrative des attestations. D'un simple clic, on accède à une attestation infalsifiable de nouvelle génération : mobile first, conçue sur mesure, native-intégrée à LinkedIn. Commercialisé début 2019, BCdiploma travaille déjà avec plus de 60 institutions sur 4 continents... rejoignez l'aventure !

Brains Agency

L'agence ingénieuse et pratique

Agence de référence dans le recrutement / fidélisation des 15-25 ans, des professionnels et des prescripteurs, nous avons développé nos expertises depuis 1994 au sein de domaines liés à l'éducation, la formation et la marque employeur.

Nous nous positionnons comme l'agence conseil en communication polyvalente, souple et agile, persuadée que la clé de réussite et d'adaptation réside dans la connaissance de vos besoins et dans la proposition de solutions adaptées. Les équipes de Brains Agency vous accompagnent au quotidien et vous apportent expertise et savoir-faire sur l'une ou l'ensemble de vos problématiques.



Depuis près de 40 ans, la société CELCAT édite et commercialise une suite logicielle de gestion des plannings. Dédiée à l'enseignement post-secondaire et supérieur, elle facilite la tâche des gestionnaires de planning. « Flexible, la suite logicielle CELCAT peut être adaptée à votre terminologie et calendrier universitaire ». En phase avec l'évolution du système éducatif, CELCAT utilise les avancées techniques et numériques en vogue pour adapter la suite logicielle sur application mobile et Web. Avec des solutions à la pointe de la technologie et un service à la clientèle personnalisé, CELCAT compte des centaines de clients à travers le monde.



Paxter est une société de consultance en stratégie institutionnelle universitaire. Nous aidons les écoles et les universités à établir leurs stratégies à 5 à 10 ans, les pouvoirs publics à améliorer les écosystèmes universitaires dont ils sont responsables et les entreprises à améliorer leurs collaborations avec le monde universitaire ou à devenir elles-mêmes universitaires. Pour mieux comprendre les enjeux et la diversité du monde de l'enseignement supérieur mondial, nous avons développé PAXTER NEXT15years, qui analyse de façon qualitative et quantitative l'enseignement supérieur dans 76 pays représentant 91 % de la jeunesse mondiale. PAXTER NEXT15years fournit des prévisions démographiques et économiques pour le secteur à l'horizon 2030.



Capter l'attention des étudiants pour améliorer leur apprentissage : tel est l'objectif de Wooclap. Grâce à cette plateforme interactive, l'enseignant pose des questions auxquelles les étudiants répondent avec leur smartphone ou leur ordinateur. Les réponses collectives sont ensuite projetées sur le support de présentation, tandis qu'un système de chat per-

met aussi d'envoyer des messages en direct. De quoi dynamiser les cours et les conférences, tout en permettant à l'enseignant de mieux s'adapter à son public. Avec plus de 150 000 professeurs répartis dans 100 pays, la startup EdTech entend devenir un acteur incontournable du monde de l'enseignement et de la formation. Les meil-

leurs universités et Business Schools (Polytechnique, Dauphine, l'ESCP, Arts&Métiers, EM Lyon, l'UCL etc.) utilisent déjà Wooclap pour :

- Capter l'attention des étudiants
- Susciter la participation et engager les étudiants
- Mesurer la compréhension des étudiants continuellement et donner du feedback
- Consolider l'apprentissage.



Entreprise pionnière et référente de la civic tech, Cap Collectif s'est donné pour mission d'accompagner les décideurs qui souhaitent faire évoluer leur mode

de décision vers plus de transparence et d'inclusion. Pour ce faire, Cap Collectif met à disposition de ses clients des sites participatifs clé en main donnant accès à une grande variété de fonctionnalités : consultation, budget participatif, boîte à idées, votation, appel à projets, interpellation, questionnaire, questions/réponses. Depuis 2014, Cap Collectif a accompagné plus de 200

décideurs parmi lesquels des gouvernements, des collectivités, des entreprises et une dizaine d'établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ceux-ci ont mis en oeuvre plus de 20 projets participatifs sur notre plateforme, dont des budgets participatifs étudiants ou encore des consultations stratégiques liées au projet d'établissement.



Eudonet CRM, numéro 1 des CRM français, propose une solution GRC (Gestion de la Relation Client) avec des fonctionnalités dédiées aux établissements de l'Enseignement Supérieur et de Recherche. Déployé partout à travers le monde, le logiciel Eudonet est utilisé par de grandes structures comme l'Université Jean Moulin Lyon 3, l'ISEG ou encore l'INSEEC. Eudonet est l'outil indispensable pour améliorer votre productivité : recrutement de vos futurs étudiants ; gestion de leurs candidatures en formation initiale ou formation continue ; gestion des stages et alternances, de la demande de l'étudiant jusqu'à la signature électronique de la convention ou du contrat ; optimisation de votre collecte de la Taxe d'Apprentissage. Grâce à l'extranet d'Eudonet, proposez également à vos Alumni une plateforme dédiée 100 % sécurisée pour garder le contact.



GlobalExam est le leader de la préparation en ligne aux certifications en langue pour permettre à chacun d'atteindre ses objectifs : diplomation, employabilité, mobilité. Nous accompagnons aujourd'hui 450 partenaires dans plus de 40 pays dans la digitalisation de leurs enseignements et plus de 500 000 utilisateurs dans la réussite de leurs projets ! Nous continuons à développer notre solution pour proposer des formations en ligne orientées sur des compétences spécifiques (anglais professionnel, anglais académique).

Avec GlobalExam :

- Les apprenants se préparent grâce à des centaines d'heures d'entraînement
- Les formateurs pilotent leur formation grâce à des services et un accompagnement personnalisé



Oscar Campus CRM est le premier logiciel SAAS dédié intégralement à la gestion des prospects et des candidats. Destiné exclusivement aux établissements d'enseignement supérieur, il est édité depuis 2007 par le groupe Idecam.

Oscar Campus CRM intègre tous les outils permettant la transformation des prospects en inscrits. Les contacts collectés par l'école apparaissent directement dans le logiciel via des formulaires installés sur votre site web ou via la saisie sur l'application tablette lors des salons. L'établissement bénéficie ensuite de plateformes d'envois d'emails et de SMS, de workflows, et d'actions automatiques afin d'amener les contacts à candidater via l'application en ligne. Il peut enfin visualiser le ROI de ses actions à travers les outils statistiques mis à sa disposition.



Le Réseau C.U.R.I.E fédère depuis 29 ans les professionnels de la valorisation, du transfert de technologie et de l'innovation issue de la recherche publique. Fort de ses 190 membres, le Réseau C.U.R.I.E assure une mission de promotion, de développement et de professionnalisation du transfert de technologie, de savoir-faire et de compétences issus du secteur public vers le monde socio-économique. Le Réseau C.U.R.I.E. est au cœur d'un écosystème public-privé au service de la performance économique et du progrès social.



Groupe de « EdTech » (High-Tech dédiée à l'Education) et de Solutions RH, Verifdiploma met la haute technologie au service du monde de l'éducation et de celui des entreprises, pour rendre le parcours des candidats plus clair aux yeux des recruteurs. La mission Verifdiploma est donc de valoriser les compétences des candidats à travers la validation de leur parcours éducatif et professionnel, et ainsi de simplifier, accélérer et valoriser le travail de nos partenaires Écoles et Universités comme de nos clients Entreprises et Recruteurs.

Liste des intervenants

THINK EDUCATION & RECHERCHE 2020

- **Tamym Abdessemed**, directeur général de l'ISIT
- **Nathalie Alazard-Toux**, directrice du Centre de résultats Développement industriel d'IFP Energies Nouvelles
- **Stéphanie Balme**, doyenne du Collège Universitaire et professeure de la faculté permanente de Sciences Po
- **Charlie Barla**, chargé de mission Innovation d'Aix-Marseille université
- **Anne-Sophie Barthez**, directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle au MESRI
- **Christel Beaucourt**, directrice de l'IAE de Lille
- **Bernard Belloc**, conseiller stratégique de Skema Business School
- **Lina Bennis**, chargée de mission Innovation & Qualité à la mairie de Nancy
- **Jean-Guy Bernard**, directeur de l'EM Normandie
- **Hervé Biausser**, consultant de Paxter
- **Frederick Bigrat**, directeur des systèmes d'information et du numérique
- **Simone Bonnafous**, inspectrice générale de l'éducation, du sport et de la recherche, ancien VP de la CPU et récemment administratrice provisoire d'Aix-Marseille Université
- **Philippe Bordeyne**, recteur de l'Institut Catholique de Paris
- **Arnaud Boudesseul**, chief digital officer de Kedge business school
- **Frank Bournois**, directeur d'ESCP Business School et Président de la Commission Formation de la CGE
- **Gilles Bousquet**, professeur et conseiller spécial du Président à l'Université du Wisconsin
- **Laurent Carraro**, consultant indépendant, spécialisé dans l'enseignement supérieur, ancien Directeur d'Arts et Métiers
- **Laurent Champaney**, vice-Président Ecoles de la CGE et Directeur général d'Arts et Métiers ParisTech
- **Maylis Chusseau**, présidente de la SATT Aquitaine Science Transfert
- **Christine Clerici**, présidente de l'Université de Paris
- **David Constans**, Martigny conseiller, France Urbaine
- **Odile Contat**, cheffe du département IST et réseau documentaire au MESRI
- **Christian Defélix**, directeur de Grenoble IAE
- **Sandra Démoulin**, présidente de l'Arces et Directrice communication de l'UGA
- **Vanessa Diriart**, présidente France du groupe Galileo Global Education
- **Luc Doublet**, président de l'IAE de Lille
- **Nathalie Drach-Temam**, vice-Présidente Recherche, Innovation et Science Ouverte chez Sorbonne Université
- **Carole Drucker-Godard**, présidente de la Commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion (CEFDG)
- **Emmanuelle Dubrana**, directrice de l'immobilier à Sciences Po
- **Emmanuel Duflos**, directeur de Centrale Lille Institut et vice-Président de la Cdefi
- **Lise Dumasy**, présidente du consortium Couperin

et de l'Agence Bibliographique de l'Enseignement Supérieur (ABES)

- **Margaux Duvivier**, présidente du Réseau Français des Etudiants pour le Développement Durable (REFEED)
- **Olivier Faron**, administrateur général du Cnam
- **Jacques Fayolle**, président de la Cdefi et Directeur de Télécom Saint-Étienne
- **Grégoire Feyt**, ancien VP en charge des relations territoriales de l'Université Grenoble Alpes
- **Chiara Finocchietti**, deputy director of CIMEA
- **Vinciane Gaillard**, deputy Director Research and Innovation, EUA
- **Guillaume Gellé**, président de l'Université de Reims Champagne-Ardenne et Président de la commission de la formation et de l'insertion professionnelle de la CPU
- **François Germinet**, membre du CA la CPU, président de l'Université de Cergy Pontoise, administrateur provisoire de CY Cergy Paris Université
- **Mehdi Gharsallah**, conseiller stratégique pour le numérique à la DGESIP
- **Alain Goudey**, directeur de la transformation digitale de NEOMA Business School
- **Françoise Grolleau**, vice-présidente International à l'Université d'Angers
- **Mathieu Guerriaud**, maître de conférences en Droit pharmaceutique et de la santé à l'Université de Bourgogne
- **Frédéric Guerrien**, chargé de mission « e-éducation et formations supérieures » région Ile-de-France
- **Odile Hologne**, responsable de la mise en place de la future direction science ouverte d'Inrae
- **Isabelle Huault**, présidente de l'Université Paris-Dauphine
- **Anastasia Ilina**, directrice générale adjointe chez Campus France
- **Jean-Marc Janailiac**, président de la Fnege et ancien Président de Air-France KLM
- **Jean-Michel Jolion**, délégué régional à la recherche et à la technologie de la région Auvergne-Rhône-Alpes
- **Florence Kohler**, cheffe de projet, DGESIP
- **Thierry Koscielniak**, directeur national du numérique du Cnam et administrateur du CSIESR
- **Inès Kouraichi**, responsable du secteur éducation chez Microsoft
- **Eric Lamarque**, directeur de l'IAE de Paris et Président d'IAE France
- **Olivier Lamirault**, directeur de l'innovation pédagogique à l'école de management de Normandie
- **Bruno Lapetite**, responsable Pédagogie Numérique & Ressources à l'Université de Bourgogne
- **Méloody Laurent**, cheffe de projet au SIRIS (Rectorat des Universités de Paris)
- **Sophie Lengrand Jacoulet**, vice-Présidente de l'Adiut
- **Olivier Lenot**, responsable du programme Territoires d'Innovation à la Banque des territoires
- **Paul Lignières**, vice-recteur aux Relations Externes de l'Institut Catholique de Paris
- **Thérèse Lobreau**, directrice de la Digitale Académie
- **Arnaud Magnin**, directeur du service relations Alumni à Sorbonne Université
- **Vincent Marcatté**, président de l'association des IRT (FIT) et vice-Président de l'AFFPC

• **Françoise Marcus**, directrice des relations entreprises et diplômés et déléguée générale Fondation, chez Audencia

• **Isabel Marey-Semper**, rapporteure du groupe de travail « Recherche partenariale et innovation » sur la LPPR, membre de divers CA (Aptar, fondation Imagine...) et ex-membre de comités exécutifs de grands groupes

• **Carole Meffre**, membre du Collectif Pour un Réveil Ecologique.

• **Rafael Mellinon**, directeur Adjoint des ventes et Marketing chez Verifdiploma

• **Isabelle Meynard**, directrice service emploi formation à la Communauté d'Agglomération Var Estérel Méditerranéenne (CAVEM)

• **Chloé Morhain**, doctorante Cifre en aménagement sein de la direction des stratégies territoriales et politiques urbaines à la métropole du Grand Lyon

• **Cyril Noirtin**, directeur Général Adjoint ISC Business School

• **Erwan Paitel**, chef de projet campus connectés

• **François Pantin**, directeur de l'IAE d'Angers

• **Caroline Pascal**, cheffe de l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche

• **Nicolas Pejout**, directeur général des services à l'Université Paris-Dauphine

• **Minh-Hà Pham**, vice Présidente relations internationales de l'Université PSL

• **Romain Pierronnet**, adjoint au Maire, délégué à l'éducation, aux écoles et au numérique à la mairie de Nancy

• **Géraldine Pingard**, responsable Centre de Compétence Applications Métiers

• **Philippe Portelli**, chef du service Enseignement Supérieur, recherche et innovation à l'Eurométropole de Strasbourg

• **Chris Rea**, Head of Higher Education Services

• **François Rio**, délégué général de l'Avuf

• **Camille Riquier**, philosophe, vice-recteur de l'ICP, ouvriront Think 2020 pour un échange inspirant autour du thème de la journée : « l'expérimentation »

• **Christian Robledo**, Président de l'Université d'Angers

• **Pascal Romon**, vice-président Numérique

• **Emily Sionnère**, directrice marketing aimara

• **Bruno Sportisse**, président-directeur général de l'Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (INRIA)

• **Sebastian Stride**, Founding Partner de Siris Academic

• **Siham Taha**, vice Président customer success de Mapwize

• **Armelle Tanvez**, directrice de la communication à l'Université de Strasbourg

• **Pierre Tapie**, président de Paxter

• **Adrian Thorez**, chargé de Projets Applications Métiers

• **Séverine Vidal**, experte CRM chez Eudonet pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche

• **Agnès Villanueva**, directrice du service relations Alumni à l'Unistra

• **Elizabeth Zamorano**, responsable des Opérations France et International chez Verifdiploma

• **Anne Zuccarelli**, Associate Dean en charge de l'expérience étudiante à l'Edhec

news tank

higher ed & research

Décider en toute connaissance

5 RAISONS DE S'ABONNER À NEWS TANK HIGHER ED & RESEARCH

- **UNE ERGONOMIE DYNAMIQUE ET MODERNE** : ACCESSIBLE SUR TABLETTES ET MOBILES
- **UN FLUX** : ACTUALITÉS PRODUITES ET DIFFUSÉES EN TEMPS RÉEL
- **UN RÉSERVOIR** : DATA, DOSSIERS, ENQUÊTES, ARCHIVES
- **UN ESPACE DE RÉFLEXION** : TRIBUNES, DÉBATS, ANALYSES
- **DES OUTILS DE COLLABORATION** : ANNUAIRE DES ORGANISATIONS ET ANNUAIRE DES MEMBRES, OUTIL DE REDIFFUSION DES ARTICLES

5 DOMAINES D'INFORMATION COUVERTS

- FORMATION • ÉTABLISSEMENTS • POLITIQUE & GOUVERNANCE
- RECHERCHE • TRANSFERT & INNOVATION

Pour en savoir plus et obtenir un accès découverte, contactez :

- > Gilbert Azoulay - gilbert.azoulay@newstank.com
- > Thierry de Teneuille - thierry.deteneuille@newstank.com
- > Ismail Chakly - ismail.chakly@newstank.com

 thinkeducation
& recherche!
news tank®

**Prochain
rendez-vous**
du 2 au 5 février
2021